



SERVICES TECHNIQUES URBAINS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

SOMMAIRE

1. Agenda	1
2. Architecture bâtiment, logistique et énergie	2
2.1 Energie et climat.....	2
2.2 Architecture, bâtiment et logistique	4
3. infrastructures publiques et réseaux	7
3.1 Patrimoine de voirie.....	7
3.2 Eau et assainissement	7
4. ingénierie écologique	9
4.1 Nature en ville et paysage	9
4.2 Environnement	10
4.3 Déchets et propreté urbaine	12
5. Transversal services techniques territoriaux	13

1. AGENDA

6ème Rencontres Territoriales de la propreté urbaine
(Partenariat : Toulouse Métropole - CNFPT)
21 et 22 septembre 2017 - Toulouse

2. ARCHITECTURE BATIMENT, LOGISTIQUE ET ENERGIE

2.1 Energie et climat

L'Occitanie lance un smart grid rural / BLOSSEVILLE THOMAS

environnement-magazine.fr, 01/06/2017

Le projet Smart Occitania va étudier les enjeux des réseaux électriques intelligents en dehors des grandes métropoles.

Décret n° 2017-918 du 9 mai 2017 relatif aux obligations d'amélioration de la performance énergétique dans les bâtiments existants à usage tertiaire

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 10/05/2017, n° 109

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/5/9/2017-918/jo/texte>

Ce décret définit le niveau d'économie d'énergie à atteindre d'ici 2020. Il précise le champ d'application de l'obligation et les modalités de suivi, en particulier les documents à transmettre périodiquement afin d'alimenter un observatoire, explicite les modalités de mise en œuvre du dispositif. Il crée la possibilité de mutualiser l'obligation sur l'ensemble d'un patrimoine, cas d'un changement de propriétaire ou de preneur.

Politiques climatiques. Empreinte carbone : un nouvel indicateur pour les projets publics / MARCANGELO LEOS PHILIE

environnement-magazine.fr, 09/05/2017

<http://www.environnement-magazine.fr/article/49421-empreinte-carbone-nouvel-indicateur-pour-projets-publics/>

Réduire l'empreinte carbone en la plaçant au cœur des décisions publiques, tel est l'objectif poursuivi par un décret publié ce 5 mai déterminant les principes et modalités de calcul des émissions de gaz à effet de serre des projets publics. A la clé, un nouvel indicateur permettant aux financeurs d'infrastructures de transport et de constructions d'encourager une prise en compte plus systématique des enjeux environnementaux.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/5/3/DEVD1607832D/jo/texte>

Rénovation énergétique : le tiers-financement, une alternative appelée à se développer / DESCAMPS OLIVIER

Gazette des communes, des départements, des régions (1a), 08/05/2017, n° 2365, p. 42-43

<http://archives.lagazettedescommunes.com/34440690/le-tiers-financement-une-alternative-appelée-a-se-developper>

POURQUOI ?

Souvent rentables, les travaux de rénovation sont boudés par les ménages, effrayés par l'ampleur de la tâche. Les offres privées ne semblent pas les convaincre.

POUR QUI ?

Des structures de tiers-financement d'initiative publique sont en création. Elles peuvent aider les territoires à atteindre leurs objectifs énergétiques dans le bâti ancien.

COMMENT ?

Risque financier oblige, la marche à suivre est réglementée pour ceux qui veulent se lancer. La question du cautionnement en cas de prêt à des copropriétaires reste problématique. Energies Positif (Ile-de-France - 12 millions d'hab.) Raphaël Claustre, directeur - Une offre bientôt complète pour accompagner les copropriétés et bailleurs

Vents contraires pour l'éolien terrestre, les schémas retoqués par les juges / DU GUERNY STANISLAS, NIEDERCORN FRANK

Echos (les), 04/05/2017, p. 25

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/actualite-pme/0212035393489-vents-contraires-pour-leolien-terrestre-2084197.php#J1PteRKHFdrp9S1.99>

A la suite des recours d'associations, les tribunaux ont déjà rejeté 15 des schémas éoliens régionaux. Les professionnels de la filière poursuivent néanmoins leurs projets, dans le flou juridique.

Certificats d'économie d'énergie : le dispositif est pérennisé / DESCAMPS OLIVIER

lagazettedescommunes.com, 04/05/2017

<http://www.lagazettedescommunes.com/504186/certificats-deconomie-denergie-le-dispositif-est-perennise/?abo=1>

La création officielle d'une quatrième période d'obligation d'économies d'énergie sur 2018-2020 donne de l'air aux collectivités qui comptent sur le mécanisme des certificats blancs pour financer une partie de leur politique énergétique. Le nouvel objectif de 1 600 TWh Cumac est ambitieux.

Certificats d'économies d'énergie : les objectifs pour la quatrième période sont fixés / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 03/05/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250279079094>

Les objectifs d'économies d'énergie fixés dans le cadre du dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE) seront doublés pour la prochaine période allant de 2018 à 2020, selon un décret publié ce 3 mai au journal officiel.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/5/2/DEV1633562D/jo/texte>

Habitat. Rénovation énergétique : La Poste passe à l'action

environnement-magazine.fr, 02/05/2017

Avec Action Habitat, La Poste propose aux collectivités de les accompagner dans la sensibilisation de leurs administrés à la rénovation énergétique.

Autoconsommation collective : le cadre réglementaire est fixé / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 02/05/2017

Un décret, publié le 30 avril, précise le rôle des gestionnaires de réseaux publics de distribution d'électricité dans la mise en œuvre de l'autoconsommation collective. Il fixe aussi la puissance installée maximale des installations pouvant injecter leur surplus d'électricité dans le réseau.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000034517272&dateTexte=&categorieLien=id>

Réduire sa facture énergétique grâce à la chaleur renouvelable

Revue des collectivités locales, 05/2017, n° 482, p. 30-34

Dans la lignée de la loi de transition énergétique, la mise en place de réseaux de chaleur pour alimenter les bâtiments publics et les logements sociaux est largement encouragée. Reste que, pour l'heure, la France est encore à la traîne sur les sujets d'énergie renouvelable. Retours d'expérience au sein de collectivités locales qui ont franchi le pas.

Optimiser les aides à l'électrification rurale / DELIVET MAGALI

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 05/2017, n° 25, p. 39

Le fonds d'investissement des charges d'électrification (Face), contribue au financement du développement des réseaux basse tension en milieu rural. Un rapport parlementaire a proposé de le faire évoluer. Sera-t-il suivi ?

Energies renouvelables : ne pas attendre le dernier moment / DESCAMPS OLIVIER

Techni.cités, 05/2017, n° 303, p. 32-33

Les territoires à la pointe de la transition énergétique sont sans surprise ceux sur lesquels les collectivités et les citoyens s'impliquent aux côtés ou à la place des opérateurs privés. Le développement harmonieux d'installations renouvelables nécessite d'anticiper les risques et les opportunités qui y sont associés.

La première SemOp en énergie créée à Amiens / DYCKMANS SANDRINE

Techni.cités, 05/2017, n° 303, p. 54-55

La ville d'Amiens a fait le choix de la société d'économie mixte à opération unique pour le développement et la gestion de son réseau de chaleur. Opérationnelle depuis le 1er janvier dernier, elle est la première créée dans le domaine de l'énergie en France. La municipalité a fait le choix de ce nouvel outil juridique pour garder la maîtrise des orientations choisies tout en s'appuyant sur la savoir-faire d'un opérateur privé.

Monter un plan climat-air-énergie territorial / LUNEAU SYLVIE

Courrier des maires et des élus locaux (le), 05/2017, n° 312, p. 54-55

Pierre angulaire de la sobriété énergétique, de la lutte contre le changement climatique et de l'amélioration de la qualité de l'air, le plan climat-air-énergie territorial se conçoit comme un véritable projet de développement durable du territoire, à la fois stratégique et opérationnel. La loi de transition énergétique pour la croissance verte a étendu son périmètre pour renforcer son rôle.

<http://www.territoires-climat.ademe.fr/>

Le droit de l'énergie (Première partie) [dossier]

Revue française de droit administratif, 03/2017, n° 2, p. 229-274

Au sommaire :

- La séparation des activités dans le secteur de l'énergie : des modèles sous contraintes ?
- Gestionnaire de réseau et entreprise verticalement intégrée : l'exemple français du transport de gaz
- Les contrats de service public du secteur de l'énergie
- Concessions et servitudes au regard des missions du gestionnaire du réseau de transport d'électricité
- La vraie nature des concessions hydroélectriques
- Le maintien des tarifs réglementés d'électricité et de gaz

Qualité de l'air : un zonage plus précis / FABRE GUILLAUME

Journal des maires et des conseillers municipaux, 05/2017, n° 5, p. 42

Un arrêté du 30 décembre 2016 organise désormais le territoire en zones administratives de surveillance (ZAS) de la qualité de l'air ambiant.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2016/12/26/DEV1637130A/jo/texte>

Une approche territoriale pourra-t-elle dégriffer la politique de continuité écologique ? / LAPERCHE DOROTHEE

Environnement et technique, 05/2017, n° 369, p. 16-18

Le CGEDD a identifié des pistes pour décoincer la politique de continuité écologique. Il propose de s'appuyer plus fortement sur une politique territoriale et de croiser les enjeux énergétiques, patrimoniaux et de biodiversité.

2.2 Architecture, bâtiment et logistique

Urbanisme : après la conception, le BIM s'intéresse aussi à l'exploitation des bâtiments / LELONG JEAN

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 22/05/2017, n° 2367-2368, p. 44-45

<http://archives.lagazettedescommunes.com/34507536/apres-la-conception-le-ew-bim-ew-s-interesse-aussi-a-l-exploitation-des-batiments>

Pourquoi ? Le BIM, pour « Building information modeling », surtout utilisé jusqu'ici pour concevoir et construire des bâtiments, peut aussi en faciliter l'exploitation et la maintenance. Pour qui ? Après les majors du BTP et les maîtres d'œuvre, les maîtres d'ouvrage s'emparent à leur tour de cette maquette numérique collaborative.

Comment ? Le passage du BIM « construction » au BIM « exploitation » demande une adaptation afin d'y intégrer les informations nécessaires concernant l'utilisation du bâtiment.

Auvergne - Rhône-Alpes 7,76 millions d'hab. Xavier Lavoisier, responsable du service "maintenance et gestion du patrimoine" à la direction de l'éducation et des lycées - "Grâce à une vision globale sur ses lycées, la région pourra anticiper leur maintenance "

Bâtiment : l'ouverture programmée des fenêtres suffit à améliorer la qualité de l'air intérieur d'une pièce / HUTEAU HELENE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/05/2017, n° 2366, p. 47

<http://archives.lagazettedescommunes.com/34481743/l-ouverture-programmee-des-fenetres-suffit-a-ameliorer-la-qualite-de-l-air-interieur-d-une-piece>

Marcey-les-Grèves (Manche) 1 300 hab. : Une expérimentation dans une école a permis de montrer les bienfaits d'une ventilation naturelle associée à la ventilation mécanique.

Construction : Les matériaux biosourcés stimulent l'innovation et l'économie locale / HUTEAU HELENE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/05/2017, n° 2366, p. 48-49

<http://archives.lagazettedescommunes.com/34481785/les-materiaux-biosources-stimulent-l-innovation-et-l-economie-locale>

Pourquoi ? Les matériaux biosourcés sont sains, hygrothermiques et faiblement carbonés. Issus de ressources renouvelables locales, ils participent à l'économie circulaire. Pour qui ? Les isolants biosourcés concernent aussi bien les bâtiments neufs que ceux en rénovation, et sont particulièrement adaptés aux ossatures bois.

Comment ? Si des filières industrielles existent, le plus pertinent est de se fournir sur place. La commande publique peut même aider certains artisans locaux à se structurer.

Bretagne 4,58 millions d'hab. - L'occasion de valider de nouveaux procédés techniques

Décret n° 2017-1044 du 10 mai 2017 portant expérimentation en matière de construction

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 11/05/2017, n° 110

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/5/10/2017-1044/jo/texte>

Fixation des règles de construction pouvant faire l'objet d'une expérimentation pour la réalisation d'équipements publics ou de logements sociaux

Établissements recevant du public : mise en œuvre du registre public d'accessibilité et de l'équivalence d'accessibilité / BATTISTINI PATRICE

Petites affiches, 10/05/2017, n° 93, p. 7-8

Le décret du 28 mars 2017 définit les modalités selon lesquelles les établissements recevant du public, neufs et situés dans un cadre bâti existant, sont tenus de mettre à disposition du public un registre public d'accessibilité. Ce nouveau registre renseigne les dispositions prises pour permettre à tous, notamment aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, de bénéficier des prestations en vue desquelles l'établissement a été conçu.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/3/28/2017-431/jo/texte>

Les nouvelles obligations des prestataires de dépannage, de réparation et d'entretien du bâtiment et de l'équipement de la maison, en matière de publicité et d'information à communiquer au client. / BATTISTINI PATRICE

Petites affiches, 03/05/2017, n° 88, p. 6-8

L'arrêté du 24 janvier 2017 organise la publicité envers les consommateurs sur les prix des prestations de dépannage, de réparation et d'entretien de tout professionnel intervenant, à quelque titre que ce soit, dans le cadre des prestations dans les secteurs du bâtiment et de l'équipement de la maison.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2017/1/24/ECFC1701378A/jo/texte>

Les bâtiments publics neufs devront être exemplaires à partir du 1er septembre prochain / ROUSSEL FLORENCE

Actu-environnement.com, 02/05/2017

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/batiments-publics-neufs-exemplaires-28918.php4>

Les constructions neuves réalisées à partir du 1er septembre 2017 sous maîtrise d'ouvrage publique devront répondre à des caractéristiques de performance énergétique et environnementale. Détails des exigences.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=AD100D4BDFD6F60325C75268CE12785D.tpdila22v_1?cidTexte=JORFTEXT000034438677&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000034438406

Mettre en œuvre un agenda d'accessibilité des bâtiments / MASSON FLORENCE

Maires de France, 05/2017, n° 346, p. 52

Depuis le 27 septembre 2015, tout établissement recevant du public (ERP) non accessible doit être intégré dans un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP)

RT des bâtiments existants : le nouvel arrêté est paru / BOUGHRIET RACHIDA

Environnement et technique, 05/2017, n° 369, p. 22-23

L'arrêté, qui met à jour la Réglementation thermique des bâtiments existants, est paru. Il prévoit de relever, à compter de janvier 2018, les seuils de performance énergétique des équipements installés lors de rénovations.

Des fissures dans les écoles : faut-il s'inquiéter ? / STEPHANT JEAN-PAUL

Acteurs de la vie scolaire, 05/2017, n° 87, p. 16-17

L'apparition de fissures dans un bâtiment est un phénomène fréquent. Le tout est de savoir à partir de quand il faut s'en inquiéter et comment y remédier. Mesures d'urgence et solutions techniques pour éviter que cela ne s'aggrave.

Les évolutions de la norme C 15-100 / STEPHANT JEAN-PAUL

Fiches pratiques techniques, 05/2017, n° 209, 01/129

Depuis 2012, des évolutions importantes ont été apportées à la norme C 15-100, norme qui régit la mise en œuvre des installations électriques dans les bâtiments. L'objet de cette fiche est d'en faire une revue de détail pour une application sans faille.

Valoriser le parc immobilier et réduire ses coûts / CHEVRIER CLAIRE

Courrier des maires et des élus locaux (le), 05/2017, n° 312, p. 25-30

Entretien, performance énergétique, accessibilité... le patrimoine constitue le deuxième poste au chapitre du fonctionnement, tout de suite après les salaires. Les collectivités commencent à s'engager dans une gestion active de leur patrimoine et à s'intéresser aux coûts de fonctionnement, au taux d'occupation, aux actions de valorisation... Ce dossier présente ces nouveaux leviers, comme le schéma directeur immobilier.

Favoriser écoconstruction et matériaux biosourcés / VILLE FREDERIC

Courrier des maires et des élus locaux (le), 05/2017, n° 312, p. 52-53

L'écoconstruction, en plus de relever d'une démarche de développement durable, favorise l'emploi local, sous réserve d'une procédure rigoureuse. Cet article présente la démarche et propose quelques conseils.

Faut-il reconduire le PTNB ? / ROLLAND Jacques

Cahiers techniques du bâtiment (les), 05/2017, n° 360, p. 14-16

De nombreux acteurs du secteur plaident pour la prolongation du Plan transition numérique dans le bâtiment. Le taux d'appropriation du BIM et de la maquette numérique par les entreprises y incite.

Le plan Bâtiment durable s'intéresse à la rénovation énergétique des écoles

environnement-magazine.fr, 28/04/2017

<http://www.environnement-magazine.fr/article/49392-plan-batiment-durable-s-interesse-a-renovation-energetique-des-ecoles/>

Le 25 avril, à l'occasion de son assemblée générale, l'équipe du plan Bâtiment durable, qui agit comme une boîte à idées à l'égard des pouvoirs publics et de la filière, a balayé des enjeux de rénovation énergétique intéressant directement les collectivités. Et annoncé le lancement d'une action visant leur parc éducatif.

Le parc à vélos dans les bâtiments neufs / BATTISTINI PATRICE

Petites affiches, 03/04/2017, n° 66, p. 7-9

Depuis le 1er janvier 2017, un décret et un arrêté du 13 juillet 2016 fixent les règles applicables au parc à vélos obligatoires dans les immeubles neufs (immeubles d'habitation, de bureaux, industriel, accueillant un service public). L'arrêté du 3 février 2017 modifie pour les centres commerciaux et les complexes cinématographiques les modes de détermination de la capacité de ce parc.

Contrats globaux : le rôle de la maîtrise d'œuvre renforcé / TENAILLEAU FRANCOIS

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 02/06/2016, n° 5924, p. 66-67

Un décret vient définir largement les missions réservées à la maîtrise d'œuvre dans les marchés publics globaux. une satisfaction pour les architectes.

Dénomination des rues et bâtiments publics : règles et méthode / BONNEFOND PIERRE

Journal des maires et des conseillers municipaux, 05/2017, n° 5, p. 57-58

Éléments d'identification des rues, espaces et bâtiments, les dénominations ont une évidente fonction pratique. Leur dimension symbolique n'est pas moins importante, avec à la clé un risque de polémique.

Réaliser un audit de son patrimoine immobilier / MASSON FLORENCE

Maires de France, 05/2017, n° 346, p. 51

La connaissance fine par la collectivité des biens immeubles bâtis ou non bâtis dont elle est propriétaire permet une optimisation des usages et des coûts financiers.

3. INFRASTRUCTURES PUBLIQUES ET RESEAUX

3.1 Patrimoine de voirie

Réforme du stationnement payant : mise en ligne des conventions ANTAI

amf.asso.fr, 10/05/2017

http://www.amf.asso.fr/document/index.asp?doc_n_id=24548

À moins de huit mois de l'entrée en vigueur de la réforme du stationnement payant sur voirie (le 1er janvier 2018), la Mission Interministérielle pour la Décentralisation du Stationnement (MIDS) et l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) ont finalisé le dispositif réglementaire. Toutes les collectivités mettant en place un stationnement payant doivent signer une convention avec l'ANTAI, à minima la convention « cycle partiel ». Elles peuvent choisir la convention « cycle complet », l'ANTAI leur faisant alors payer les prestations complémentaires.

<https://www.antai.gouv.fr/fr/rubriquepage/272/servicesverbalisateurs/conventionneraveclantai>

La gestion des voies d'intérêt communautaire / MASSON FLORENCE

Maires de France, 05/2017, n° 346, p. 32

http://www.amf.asso.fr/upload/fichiers/documents/AMF_24534TELECHARGER_L_ARTICLE_DE_MAIRES_DE_FRANCE.pdf

L'exercice de la compétence « création, aménagement et entretien de voirie » d'intérêt communautaire entraîne un transfert des charges et des responsabilités.

Entretien des chaussées / TAVERNIER Jacques

Revue générale des routes et des aérodromes, 04/2017, n° 945, p. 12-79

Mieux vaut prévenir que guérir : cet adage, certains gestionnaires de routes semble l'avoir oublié. Depuis une dizaine d'années, en effet, les moyens consacrés à l'entretien des routes et des rues ont régulièrement diminué, comme en attestent les comptes publics des transports ou l'évolution des chiffres d'affaires des entreprises routières (-35%).

3.2 Eau et assainissement

Gérer les eaux pluviales via les toitures végétalisées / RICHARD AUDE

Lien horticole, 17/05/2017, n° 1015, p. 10-11

Le prieuré Végétal i.D., entreprise de 40 salariés du Loir-et-Cher, inventé Hydroventiv, une solution connectée qui stocke la pluie et n'en relargue qu'une partie à débit contrôlé et différé, en évitant de saturer le réseau. Un système de capteurs intégrés permet d'en suivre les performances à distance.

Le CEPRI édite un nouveau guide sur les ouvrages de protection contre les inondations

amf.asso.fr, 10/05/2017

http://www.amf.asso.fr/document/index.asp?doc_n_id=24541

Le Centre européen de prévention du risque d'inondation (CEPRI) a suivi de près la promulgation des textes de loi et l'élaboration des décrets encadrant la compétence GEMAPI. Si la législation répond à un besoin de clarification de la gestion des digues sur le territoire, le CEPRI, véritable interface entre les acteurs de terrain et l'Etat, a pu constater les interrogations émanant des collectivités.

http://www.amf.asso.fr/upload/fichiers/documents/AMF_24541TELECHARGER_LE_GUIDE_S_ORGANISER_POUR_EXERCER_LA_COMPETENCE_GEMAPI_ET_REPONDRE_AUX_EXIGENCES_DE_LA_REGLEMENTATION_ISSUE_DU_DECRET_DU_12_MAI.pdf

Les réseaux d'eau potable face aux enjeux de demain / LAPERCHE DOROTHEE, SINAI AGNES

Actu-environnement.com, 08/05/2017

<https://www.actu-environnement.com/ae/dossiers/eau-potable-reseaux/reseaux-eau-potable-enjeux.php#xtor=EREC-106>

Les services d'eau potable se retrouvent confrontés à des enjeux de renouvellement du patrimoine, de pollution des milieux, de résilience des installations, dans un contexte de budget contraint. Tour d'horizon des possibles pour demain.

Un atlas européen pour la gestion des eaux urbaines / Eva GOMEZ

Actu-environnement.com, 03/05/2017

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/eaux-urbaines-atlas-europeen-28922.php4>

La Commission européenne vient de publier son premier "Atlas européen des eaux urbaines", qui démontre le rôle de l'eau dans les villes européennes et informe sur les pratiques et "développements de pointe susceptibles de contribuer à une utilisation plus efficace et durable de l'eau".

Eau potable : des réseaux en mutation / LAPERCHÉ DOROTHÉE, SINAI AGNÈS

Environnement et technique, 05/2017, n° 369, p. 44-57

Fournir une eau de qualité dans un budget contraint alors que la ressource est polluée, que les installations sont vieillissantes et que les impayés progressent. Telle est l'équation que doivent résoudre les collectivités. Dans ce contexte, le réseau du futur tiendra-t-il ses promesses ?

Ce dossier est composé des articles suivants :

Les réseaux d'eau potable face aux enjeux de demain

Les chiffres clés de l'eau potable en France

Les distributeurs se mobilisent pour lutter contre les fuites

Protéger les captages en amont pour soulager les réseaux

Réseaux intelligents : un levier pour maintenir la performance du service eau ?

"La portée des dernières évolutions réglementaires dépendra des modalités de leur mise en œuvre"

Des réseaux qui anticipent leur résilience

Toitures végétalisées : techniques alternatives de gestion des eaux pluviales / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 05/2017, n° 181, p. 60-62

La maîtrise des eaux pluviales constitue un des grands enjeux pour de nombreuses collectivités en charge de leur gestion. Les pratiques de gestion conventionnelles du 'tout tuyau' ont mis en évidence leurs limites mais des solutions alternatives existent, parmi lesquelles la végétalisation des toitures terrasses. Explications.

Outre-mer : comment combler le retard ? / NEDEY FABIENNE

Hydroplus, 05/2017, p. 22-28

En matière d'eau et d'assainissement, les départements et territoires d'Outre-mer cumulent les handicaps : retards structurels en matière d'équipements, situation économique et sociale tendue, capacité d'investissement très faible et coûts souvent plus élevés qu'ailleurs.

Traitement tertiaire, une étape à adapter aux besoins / DELMOLINO ALEXANDRA

Hydroplus, 05/2017, p. 30-39

Positionnée en fin de filière, l'étape de traitement tertiaire des eaux usées domestiques vise à renforcer le traitement de certains paramètres dans un objectif de protection du milieu. Selon le type de polluants à traiter, des solutions technologiques varient.

Gemapi : l'étude de dangers des digues détaillée par arrêté / GRAINDORGE JOEL

lagazettedescommunes.com, 28/04/2017

<http://www.lagazettedescommunes.com/503084/gemapi-letude-de-dangers-des-digues-detaillee-par-arrete/?abo=1>

L'étude de dangers des ouvrages de protection des inondations est essentielle à plus d'un titre pour les autorités en charge de la compétence Gemapi. Justification des niveaux de protection pour un territoire donné et du système d'endiguement retenu, niveau de responsabilité, moyens mis en œuvre pour assurer le maintien de la performance et pour alerter les autorités en charge des secours... autant de modalités qui viennent d'être précisées par arrêté.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2017/4/7/DEVP1701396A/jo/texte/fr>

4. INGENIERIE ECOLOGIQUE

4.1 Nature en ville et paysage

Verdir la ville ou favoriser la biodiversité ? / CLERGEAU PHILIPPE

Ecologik, 06/2017, n° 54, p. 106-107

La demande de nature en ville explose et se retrouve dans tous les programmes des collectivités et à toutes les échelles de gouvernance. Le Grenelle de l'environnement est passé par là et a motivé bon nombre d'acteurs à augmenter les espaces verts ou à intégrer une présence de nature sur des bâtiments, voire sur la voirie. Parallèlement et de façon non déconnectée, le citoyen réclame une nature de proximité, tous les sondages le démontrent. Mais nature et biodiversité ce n'est pas pareil.

Quelle végétation choisir pour limiter le risque incendie ? / VERBAERE ISABELLE

lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 31/05/2017

<http://www.lagazettedescommunes.com/508495/quelle-vegetation-choisir-pour-limiter-le-risque-incendie>

Les zones de contact entre la forêt et les habitations concentrent de nombreux départs de feu. La nature de la végétation plantée peut favoriser la propagation des flammes aux habitations. Un guide de l'Irstea détaille quelle plante choisir pour réduire le risque.

http://www.irstea.fr/sites/default/files/ckfinder/userfiles/files/feu-interfaces_int.pdf

Biodiversité : et si l'on pensait le bâtiment comme un écosystème ? / HUTEAU HELENE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 22/05/2017, n° 2367-2368, p. 40-42

<http://archives.lagazettedescommunes.com/34507527/et-si-l-on-pensait-le-batiment-comme-un-ecosysteme-r>

Pourquoi ? Favoriser la biodiversité, en « laissant faire la nature » dans un espace qui lui est réservé contribue au bien-être, à la résilience des villes et à une bonne gestion des eaux. Pour qui ? Architectes et paysagistes s'entourent d'une équipe variée d'assistants à maîtrise d'ouvrage spécialisé en environnement, de naturalistes, d'écologues...

Comment ? Il s'agit de penser à l'impact du bâtiment sur le vivant, en évitant les dégâts environnementaux ou en les compensant jusqu'à obtenir une « biodiversité positive ».

Rosny-sous-Bois (Seine St Denis) 44 500 hab. : murs de paille, nichoirs, plantations : la nature d'apprend à l'école

L'arbre en ville : du bon choix à la bonne plantation / VIDRIL VALERIE

Lien horticole, 10/05/2017, n° 1014, p. 12-13

Pour garantir le bon déroulement d'un sujet en milieu urbain, il est impératif de sélectionner l'essence adaptée au site et de la planter dans les règles de l'art. Retour sur la journée technique "Sol et plantations des arbres", organisée par Florysage, à Bièvres (91).

Nantes (Loire-Atlantique). Une terre d'élection pour les paysagistes / HADDAD YAEL

Paysage Actualités, 05/2017, n° 399, p. 16-18

L'attractivité touristique et économique de Nantes ne faiblit pas, comme en témoigne la tenue prochaine du Salon du végétal, du 20 au 22 juin [voir p. 44], sur le thème du jardin facile. L'idée d'une ville-jardin succède à celle des jardins en ville.

Nice Métropole Alpes-Maritimes). L'Éco-Vallée du Var à la conquête des coteaux / MIGUET LAURENT

Paysage Actualités, 05/2017, n° 399, p. 20-21

L'éco-urbanisme conquiert la vallée du Var, symbole du mitage périurbain de la Côte d'Azur. L'établissement public d'aménagement de la Plaine du Var lance ce défi à partir du fleuve, où naissent les cours paysagers de Christian Devillers. Alfred Peter prend le relais sur les coteaux, avec un quartier d'habitation desservi par ascenseurs urbains.

Naveil (Loir-et-Cher). Aux bûches, citoyens ! Participons, participons / HADDAD YAEL

Paysage Actualités, 05/2017, n° 399, p. 24-25

Au cœur du Vendômois rural, la commune de Naveil a subi la crise de la construction, avec pour conséquence l'impossibilité d'investir pour aménager le parc du centre-bourg rénové. Un projet participatif a répondu au manque de moyens financiers.

Bar-le-Duc, un centre-ville requalifié pour les piétons / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 05/2017, n° 181, p. 32-34

Médaille d'or aux Victoires du paysage 2016, la requalification du centre-ville de Bar-le-Duc place le piéton au cœur de l'espace public urbain, lequel était auparavant largement dominé par la voiture. Le site est révélé par des aménagements fins et simples offrant des espaces de déambulation urbaine et de détente en surplomb de l'eau.

Dunkerque : le Jardin d'Eaux, écologique et économe / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 05/2017, n° 181, p. 38-39

A Dunkerque, ville côtière de la Mer du Nord, l'eau est un élément fondateur du territoire. Elle a alors guidé l'aménagement du Jardin d'eaux situé au cœur du quartier du Jeu de Mail en plein renouvellement urbain. Biodiversité ordinaire, économie de projet et participation de la population sont les trois ingrédients de la réussite de cet espace de vie partagé.

4.2 Environnement

Littoral languedocien / LELONG JEAN

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 26/05/2017, n° 5923

L'occitanie se tourne vers la mer. Lancé par la région, l'Etat et la Caisse des dépôts, le plan littoral 21 vise un triple objectif : protéger une côte fragile, requalifier des stations touristiques vieillissantes et stimuler l'économie maritime.

Aménagement : L'évaluation environnementale / LEVRAY NATHALIE

Gazette des communes, des départements, des régions (1a), 22/05/2017, n° 2367-2368, p. 65

Le nouveau régime d'évaluation environnementale des projets, plans et programmes modifie l'étude d'impact.

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033926976

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000032966723

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000033027297

Les perspectives du réseau Dephy / SOLEYMANI Ardavan

Lien horticole, 17/05/2017, n° 1015, p. 12-13

Une quinzaine d'ingénieurs de l'institut technique de l'horticulture Astredhor, soit environ huit équivalents temps pleins, accompagnent les professionnels engagés dans le réseau Delphy. Ils recherchent de nouvelles solutions dans l'objectif de réduire de 50% l'utilisation des produits phytopharmaceutiques à partir de 2025, comme indiqué dans le plan Ecophyto.

Bois et forêts : les nouveaux périmètres de l'évaluation environnementale à la loupe / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 04/05/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250279079360>

Une instruction technique du ministère de l'Agriculture et de la Forêt, rendue publique le 19 avril, précise les modalités d'application des évaluations environnementales concernant la création et l'amélioration des routes forestières, les premiers boisements et les déboisements en vue de la reconversion des sols. <http://circulaire.legifrance.gouv.fr/index.php?action=afficherCirculaire&hit=1&r=42054>

Connaissance de la biodiversité : les missions de la nouvelle Agence sont précisées / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 04/05/2017

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/agence-biodiversite-connaissance-conservation-missions-28930.php4>

Un décret, publié le 4 mai, précise les missions que l'Agence française pour la biodiversité (AFB) exerce avec l'appui du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) pour mettre en œuvre les politiques de connaissance et de conservation de la biodiversité conduites par le ministère de l'Environnement. <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000034566047&dateTexte=&categorieLien=id>

Biodiversité : un nouveau plan d'actions européen pour la période 2017-2019 / LENORMAND ANNE

Localtis.info, 04/05/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250279092053>

La Commission européenne a présenté le 27 avril un plan d'actions composé de 15 mesures visant à améliorer la protection de la nature et de la biodiversité dans l'Union européenne.
http://ec.europa.eu/environment/nature/legislation/index_en.htm

La prairie humide, un incontournable pour la restauration de la biodiversité / PICAUD EMMANUELLE
Techni.cités, 05/2017, n° 303, p. 45

Le parc naturel régional de la vallée de Chevreuse, s'est lancé depuis plusieurs années dans une démarche de restauration de prairies humides sur son territoire. Une initiative payante sur le plan écologique.

La procédure de consultation locale issue de l'ordonnance du 21 avril 2016, un outil de rénovation du dialogue environnemental ? / MOZOL PATRICK

Semaine juridique (la). Administration et Collectivités Territoriales, 02/05/2017, n° 17-18, p. 39-45

Nouvelle application législative du principe constitutionnel de participation du public à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement, la consultation locale issue de l'ordonnance du 21 avril 2016 a notamment été conçue dans la perspective d'un dialogue environnemental renouvelé. Cependant, son caractère rigoureusement formaliste et la modestie de sa contribution à la démocratie participative interrogent sur la capacité d'une telle procédure à répondre à l'un des principaux enjeux sous-jacents à son institution.

Les outils numériques au service de la gestion du trait de côte / Arnaud BONNIN

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 05/2017, n° 25, p. 34-35

Les plages sont des espaces mouvants aux frontières de deux milieux : la mer et la côte. L'érosion du littoral résulte de l'interaction de ces deux domaines à travers des mécanismes complexes.

Développement durable. Les parcs régionaux anticipent la transition vers l'après-pétrole / MIGUET LAURENT

Paysage Actualités, 05/2017, n° 399, p. 22-23

Les parcs naturels régionaux, créés par un décret du général de Gaulle le 1er mars 1967, fêtent leur cinquantenaire avec les yeux résolument tournés vers l'avenir, entre dérèglement climatique et transition énergétique. Le retour du paysage en tête des politiques publiques leur donne un nouvel élan.

Nanterre (Hauts-de-Seine). La Ferme du bonheur régénère ses remblais / MIGUET LAURENT

Paysage Actualités, 05/2017, n° 399, p. 34-35

En écho au thème du partage choisi par le ministère de la Culture pour les Rendez-vous aux jardins 2017, le Parc rural expérimental de Nanterre s'affranchit des lois pour porter son projet culturel, agricole, urbain et scientifique grâce à la mobilisation de bénévoles militants.

Réforme du dialogue environnemental : le décret est paru / LENORMAND ANNE

Localtis.info, 27/04/2017

<http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=1250279057216>

Le décret relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes est paru au Journal officiel ce 27 avril. Ce texte décline au niveau réglementaire les nouveautés introduites en matière de concertation préalable par l'ordonnance du 3 août 2016 relative à la démocratisation du dialogue environnemental.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=8EA1444E99B97B810B54EE74AEB11C2D.tpdila10v_1?cidTexte=JORFTEXT000034491833&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000034491769

- **Phytoprotecteur / pesticides**

Un nouvel arrêté phyto / VIDRIL VALERIE

Lien horticole, 24/05/2017, n° 1016, p. 5

Après de multiples débats cet automne, l'arrêté encadrant l'application des produits phytosanitaires et abrogeant celui du 12/09/2006 est paru au journal officiel du 7 mai.

- Pollution

Nuisances sonores. Cartes de bruit : la liste des agglomérations est à jour / MARCANGELO LEOS PHILIE
environnement-magazine.fr, 09/05/2017

<http://www.environnement-magazine.fr/article/49416-cartes-de-bruit-liste-des-agglomerations-est-a-jour/>

Un arrêté interministériel publié au Journal officiel le 29 avril fixe la liste des 45 agglomérations de plus de 100 000 habitants qui doivent réaliser une carte de bruit et un plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE).

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=9D1CF2720166475945DB60BB93D7096C.tpdila21v_2?cidTexte=JORFTEXT000034512488&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000034512400

4.3 Déchets et propreté urbaine

DDS : Les pouvoirs publics reculent sur la collecte « en mélange »

DECHETS INFOS, 31/05/2017, n° 116, p. 1-2

Ce mode d'organisation, beaucoup plus simple pour les collectivités, ne devrait pas être possible, selon le dernier projet de cahier des charges. Et la collecte en centre de tri devrait être strictement limitée aux gros bidons.

Recyclage des déchets municipaux: la France est-elle à la traîne ? / HUTEAU HELENE

lagazettedescommunes.com, 04/05/2017

<http://www.lagazettedescommunes.com/503483/recyclage-des-dechets-municipaux-la-france-est-elle-a-la-traîne/?abo=1>

Pour mesurer le taux effectif de recyclage des déchets ménagers et assimilés, l'Europe s'apprête à adopter un mode de calcul unique, défavorable à la France.

Economie circulaire : recyclage des déchets municipaux , la France à la traîne / HUTEAU HELENE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 02/05/2017, n° 2364, p. 12

Pour mesurer le taux effectif du recyclage des DMA, l'Europe s'apprête à adopter un mode de calcul unique, défavorable à la France.

Recyclage. Touraine : un centre de tri pour un million d'habitants

environnement-magazine.fr, 02/05/2017

<http://www.environnement-magazine.fr/article/49396-touraine-centre-de-tri-pour-million-d-habitants/>

La création d'une société publique locale est en cours de constitution, en vue d'assurer la maîtrise d'ouvrage d'un nouveau centre de tri pouvant traiter de l'ordre de 50 000 tonnes par an, dans la région de Tours.

Recyclage : une responsabilité à revoir / GUICHARDAZ OLIVIER

Alternatives économiques, 05/2017, n° 368, p. 50-52

Conflits d'intérêts, manque de concurrence et absence de sanctions dissuasives dégradent en France l'efficacité des filières de collecte et de tri.

Zéro déchet : les villes relèvent le défi

Revue des collectivités locales, 05/2017, n° 482, p. 36-42

La collecte et l'élimination des déchets constituent un enjeu majeur pour les collectivités locales dont les plus audacieuses envisagent de mener leur territoire vers le "zéro déchet". Une démarche exemplaire et participative de réduction, réutilisation et recyclage des déchets.

L'économie circulaire fait école / DELIVET MAGALI

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 05/2017, n° 25, p. 26

L'économie circulaire donne lieu à de nombreuses initiatives. Rapide tour d'horizon.

Les combustibles solides de récupération : enjeux, production et débouchés / GRAINDORGE JOEL

Fiches pratiques techniques, 05/2017, n° 209, 04/61

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 s'est fixé des objectifs importants concourant au développement de la filière CSR, les combustibles solides de récupération. Il est donc essentiel de connaître les enjeux énergétiques, économiques, structurels et environnementaux de cette nouvelle voie de valorisation énergétique des déchets mais aussi les contraintes liées à leurs débouchés et leurs conséquences sur leur production.

Les déchets urbains réutilisés pour fertiliser les sols / HADDAD YAEL

Techni.cités, 05/2017, n° 303, p. 42

L'engagement des collectivités dans le développement durable les a conduites à repenser l'élaboration des sols fertiles pour les plantations en limitant le recours à la terre végétale et aux granulats. L'une des pistes les plus prometteuse concerne le recyclage des déchets urbains.
<http://www.plante-et-cite.fr/>

Centres de tri : des sites flexibles / CARROY CHRYSTELLE

Recyclage Récupération, 04/2017, n° 109, p. 20-28

Dossier :

- Cribles et optique pour dénouer le casse-tête des flux
- Des machines parées pour des process exigeants
- Les ordures ménagères résiduelles, un gisement sous-exploité
- Des capteurs à l'attaque des bêtes noires du tri

5. TRANSVERSAL SERVICES TECHNIQUES TERRITORIAUX

Les rencontres nationales de l'ingénierie territoriale : résilience et territoires [Bibliographie]

Inset Montpellier, 02/06/2017

Document de veille réalisé pour les Rencontres Nationales de l'Ingénierie Territoriale (RNIT). Ces rencontres sont organisées par l'Association des Ingénieurs Territoriaux de France (AITF) et le CNFPT, sont l'évènement majeur de l'ingénierie technique et publique avec plus de 600 participants attendus. L'édition 2017 sera consacrée à la résilience et aux territoires. Elle confrontera les regards et les expériences d'experts, praticiens et chercheurs autour de ce concept, issu de la physique et de la psychologie.

Anticipation, motivation, transversalité : la sortie de crise ? / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 05/2017, n° 181, p. 40-41

Avec des chantiers bien organisés, piochant les compétences individuelles dans chaque service et non dans un service en particulier, des économies de fonctionnement 'réfléchies', des substitutions plutôt que des suppressions de végétaux, un plan de formation adapté au cas par cas... il est possible d'embellir l'espace public à coût maîtrisé. C'est du moins la vision de Loïc Goichot, directeur adjoint du centre technique de Saint-Dié-des-Vosges.